

Voilà ce que semble commander la rigueur des principes. Bien peu d'auteurs y sont demeurés fidèles. Mais il y a dans le camp des dissidents comme une véritable anarchie. La difficulté vient de ce qu'après avoir franchi les limites légales il a fallu établir des limites *doctrinales* pour l'exercice du droit de retour; or on est loin de s'entendre sur ce point. L'un pose en principe que l'on doit autoriser l'ascendant donateur à reprendre dans la succession du donataire, soit le bien donné lui-même, soit toute autre chose qui pourra être considérée comme étant son équivalent positif et certain: tel le bien acquis en contre-échange, qui certainement ne se trouverait pas dans la succession du donataire sans la donation faite par l'ascendant, et qui est par conséquent un produit indirect mais certain de cette donation. Puis, l'accord fait sur cette prémisse, chacun applique ensuite le principe à sa manière. D'autres partent de l'idée que le législateur autorise l'ascendant à succéder à la créance du prix et à l'action en reprise par suite d'une *subrogation réelle*; aux deux cas admis par le législateur, ils en ajoutent plusieurs autres, ne remarquant pas que la subrogation réelle est de droit étroit, et qu'on ne peut pas l'admettre sans un texte ni l'étendre d'un cas prévu à un autre cas non prévu. Quelques-uns prennent pour point de départ l'adage: *In judiciis universalibus res succedit loco pretii et pretium loco rei*, sans remarquer que le droit de succession anormale de l'ascendant donateur s'applique à des objets particuliers, *singulae res*, et que ce n'est point par suite un *judicium universale*. Il y a encore d'autres variantes.

Finalement, le sans-gêne des auteurs, qui ne respectent pas suffisamment le texte de la loi, a engendré la licence de la jurisprudence, qui, elle, semble l'avoir tout à fait oublié. Elle juge notamment que, lorsque la donation porte sur une somme d'argent, l'ascendant donateur peut exercer son droit de retour sur l'argent qui se trouve dans la succession du donataire quelle qu'en soit la provenance, et aussi sur les effets de commerce et les obligations valant numéraire. Que devient alors l'article 747? Le plus sûr est de s'en tenir scrupuleusement au texte de la loi. Voyez sur cette question Lyon, 24 avril 1874, Sir., 72. 2. 421.

CHAPITRE IV

DES SUCCESSIONS IRRÉGULIÈRES

90. Nous savons qu'une succession irrégulière est celle que la loi défère à des personnes qui ne sont pas unies au défunt par les liens de la parenté légitime. Nous savons aussi que le Code civil, bien qu'il ne mentionne dans l'article 723 que trois ordres ou classes de successeurs irréguliers, en reconnaît cinq en réalité, savoir: 1° les enfants naturels; 2° les père et mère naturels; 3° les frères et sœurs naturels; 4° le conjoint; 5° l'État. A cette liste on peut ajouter les *Hospices* (l. du 15 pluviôse an XIII, art. 8 et 9).

Notre chapitre est divisé en deux sections. La première traite des successions irrégulières basées sur un lien de parenté naturelle, c'est-à-dire de celles déferées: 1° aux enfants naturels; 2° aux père et mère naturels; 3° aux frères et sœurs naturels du défunt. La seconde traite des successions irrégulières déferées à un autre titre, c'est-à-dire de celles attribuées au conjoint survivant et à l'État.

SECTION I

DES DROITS DES ENFANTS NATURELS SUR LES BIENS DE LEUR PÈRE OU MÈRE, ET DE LA SUCCESSION AUX ENFANTS NATURELS DÉCÉDÉS SANS POSTÉRITÉ.

91. Il résulte de cette rubrique que deux ordres d'idées bien distinctes préoccupent ici le législateur: 1° la succession *DES enfants naturels*, c'est-à-dire celle qui est déferée à des enfants naturels (art. 756-764); 2° la succession *AUX enfants naturels*, c'est-à-dire celle qui est délaissée par un enfant naturel décédé. Dans le premier cas, c'est un enfant naturel qui hérite; dans le deuxième, c'est de lui qu'on hérite.

Nous en traiterons successivement dans deux paragraphes distincts.

§ I. Succession des enfants naturels.

92. Historique. — A part de très-rare exceptions, on tenait pour principe dans notre ancienne jurisprudence, tant en pays de Droit écrit qu'en pays de Coutumes, que « *enfants bastards ne succèdent* ». Les bâtards n'avaient droit qu'à des aliments. On désignait d'ailleurs sous ce nom tous les enfants nés hors mariage, même les enfants adultérins et incestueux.

Notre Droit intermédiaire se jeta dans un excès opposé. L'ivresse de l'égalité conduisit alors à une assimilation presque complète des bâtards aux enfants légitimes; l'article 2 de la loi du 12 brumaire de l'an II portait: « *Leurs droits de successibilité seront les mêmes que ceux des autres enfants* ». Cette règle ne souffrait exception que pour les enfants adultérins, au sujet desquels l'article 43 de la loi précitée disposait: « *Il sera accordé aux enfants adultérins à titre d'aliments, le tiers en propriété de la portion à laquelle ils auraient eu droit s'ils étaient nés dans le mariage* ». C'est précisément la part que notre article 757 attribue aujourd'hui aux enfants naturels simples en concours avec des descendants légitimes.

Le Code civil, disent les auteurs après Chabot dans l'exposé des motifs, a pris à l'égard des enfants naturels un juste milieu entre la rigueur excessive de notre ancien Droit, qui leur accordait à peine un morceau de pain sur la succession de leurs parents, et les faveurs scandaleuses du Droit intermédiaire, qui les assimilait ou à peu près aux enfants légitimes. Il contient deux ordres de dispositions distinctes: les unes écrites en vue des enfants naturels simples (art. 756-761), les autres en vue des enfants adultérins ou incestueux (art. 762-764). Étudions-les successivement.

N° 1. Enfants naturels simples.

I. Généralités.

93. Aux termes de l'article 753: « *Les enfants naturels ne sont point héritiers; la loi ne leur accorde de droit sur les biens de leur père ou mère décédés que lorsqu'ils ont été légalement reconnus. Elle ne leur accorde aucun droit sur les biens des parents de leur père ou mère* ».

Les enfants naturels ne sont pas héritiers. Ces mots nous paraissent faire allusion à la grande distinction, que le législateur établit dans l'article 723, entre les *héritiers légitimes* et les *successeurs irréguliers*, les premiers investis de la saisine qui est refusée aux seconds (art. 724). La loi veut donc dire que les enfants naturels ne sont pas des *héritiers légitimes*, mais bien des *successeurs irréguliers*, privés à ce titre de la saisine et obligés en conséquence de demander la délivrance ou l'envoi en possession.

Mais on a étrangement abusé de notre disposition, en l'invoquant pour déclarer non applicables aux enfants naturels de nombreux textes dans lesquels le législateur parle des *héritiers* en général. Le plus souvent il emploie ce mot dans le sens le plus large, comme désignant toutes les personnes habiles à succéder, notamment dans les articles 786 et 857, et alors il n'y a aucun motif pour en restreindre l'application aux seuls héritiers légitimes.

Les enfants naturels ne peuvent réclamer les droits de succession que la loi leur accorde qu'autant qu'ils sont *légalement reconnus* : expression qui comprend les enfants dont la filiation est judiciairement établie (reconnaissance forcée) aussi bien que ceux qui ont été l'objet d'une reconnaissance volontaire. Ce point a été démontré dans notre t. I, n° 761.

La reconnaissance n'établissant de lien qu'entre le père ou la mère dont elle émane et l'enfant à qui elle s'applique, il en résulte que celui-ci n'entre pas dans la famille de ses père et mère; il ne devient pas le parent de leurs parents, et ne peut par suite avoir aucun droit à la succession de ceux-ci, ainsi que le dit l'article 756 dans sa partie finale. Cpr. t. I, nos 752 et 772.

94. Nature du droit accordé aux enfants naturels sur les biens de leur père et de leur mère décédés.— Ce devait être, d'après le projet, un simple droit de créance, un *jus ad rem*. Les modifications qu'il a subies sur ce point permettent d'affirmer que les auteurs du Code civil ont voulu accorder aux enfants naturels, de même qu'aux héritiers légitimes, un droit réel, *jus in re*, sur les biens de leurs père et mère, un droit de *succession* en un mot. Cette solution est confirmée par l'article 744, qui dispose que « la propriété des biens s'acquiert et se transmet *par succession* », sans distinguer entre les successions irrégulières et les successions régulières. L'enfant naturel devient donc, pour la quote-part que la loi lui attribue, propriétaire des biens héréditaires. De là résultent, entre autres, les conséquences suivantes :

1° L'enfant naturel peut demander sa part des biens héréditaires *en nature*; les héritiers légitimes avec lesquels il concourt n'auraient pas le droit de le forcer à se contenter d'une somme d'argent.

2° L'enfant naturel peut provoquer le partage (arg., art. 843) et assister à toutes les opérations qu'il nécessite.

3° Il peut contraindre au rapport les héritiers légitimes avec lesquels il concourt (arg., art. 857); il profite de l'accroissement (arg., art. 786), et peut exercer, le cas échéant, le retrait successoral (arg., art. 844).

II. Montant du droit héréditaire de l'enfant naturel.

95. Il y a lieu de distinguer à ce sujet si l'enfant naturel se trouve ou non en concours avec des héritiers légitimes du défunt.

A. *L'enfant naturel est en concours avec des héritiers légitimes.*

96. Ce premier cas est prévu et réglé par l'article 757, ainsi conçu : « Le droit de l'enfant naturel sur les biens de ses père ou mère décédés, est réglé ainsi qu'il suit : — Si le père ou la mère a laissé des descendants légitimes, ce droit est d'un tiers de la portion héréditaire que l'enfant naturel aurait eue s'il eût été légitime; il est de la moitié lorsque les père ou mère ne laissent pas de descendants, mais bien des ascendants ou des frères ou sœurs; il est des trois quarts lorsque les père ou mère ne laissent ni descendants, ni ascendants, ni frères ni sœurs ».

Trois idées ressortent de la lecture de ce texte : 1° L'enfant naturel reconnu a un droit dans la succession de ses parents, même en présence des héritiers légitimes les plus favorables. 2° Le droit de l'enfant naturel dans la succession de ses père et mère varie suivant la qualité et quelquefois le nombre des héritiers légitimes que le défunt laisse (art. 757), c'est-à-dire qu'il *laisse comme héritiers*. On ne tiendra donc pas compte des renonçants (arg. art. 785), ni des indignes; l'esprit de la loi lève tout doute sur ce point. 3° La loi mesure dans tous les cas le droit de l'enfant naturel sur celui d'un enfant légitime, en ce sens qu'elle lui attribue toujours une quote-part de ce qu'il aurait obtenu s'il eût été légitime; elle le considère en quelque sorte comme une fraction d'enfant légitime.

Cela posé, l'article 757 distingue trois hypothèses :

97. PREMIÈRE HYPOTHÈSE.— *L'enfant naturel vient en concours avec des enfants ou descendants légitimes du défunt.* Il a droit en ce cas au tiers de la portion héréditaire qu'il aurait eue, s'il eût été légitime. Cette formule suffit pour résoudre toutes les hypothèses susceptibles de se présenter. Ainsi le défunt laisse un enfant légitime et un enfant naturel. Si l'enfant naturel eût été légitime, il aurait eu droit à la moitié de la succession; il pourra donc réclamer le tiers de la moitié, soit un sixième. On trouverait par le même procédé qu'un enfant naturel en présence de deux enfants légitimes a droit à un neuvième (le tiers du tiers), qu'il peut réclamer un douzième en présence de trois enfants légitimes, un quinzième en présence de quatre, et ainsi de suite.

Les descendants d'enfants légitimes prédécédés; venant par représentation de leur père, ne comptent que pour la tête de celui-ci dans le calcul de la part de l'enfant naturel. Ainsi, en présence d'un enfant légitime du défunt et de trois petits-fils issus d'un autre fils prédécédé et venant par représentation de leur père, la part de l'enfant naturel

sera la même qu'en présence de deux enfants légitimes, soit un neuvième de la succession.

Supposons que l'enfant naturel se trouve en concours avec les descendants d'un fils unique du défunt qui est renonçant ou indigne. En pareil cas, si l'enfant naturel eût été légitime, il aurait eu droit à toute la succession, excluant les petits-enfants qui ne peuvent pas monter dans le degré de leur père par la représentation (arg., art. 744) ; c'est donc le tiers de la succession tout entière qui lui revient.

On trouverait de même que l'enfant naturel, qui rencontre en face de lui un fils du défunt et des descendants d'un autre fils renonçant ou indigne, a droit à un sixième de la succession, comme si le défunt n'avait laissé qu'un seul enfant (arg., art. 744).

Jusqu'ici nous avons supposé un seul enfant naturel venant en concours avec un ou plusieurs descendants légitimes ; que décider, s'il y a plusieurs enfants naturels ? Cette question, qui a beaucoup passionné la doctrine, n'a jamais fait l'ombre d'une difficulté dans la jurisprudence, qui la résout de la manière suivante.

Il faut supposer pour un moment que tous les enfants naturels sont légitimes *collectivement*, voir ce qui serait revenu à chacun d'eux dans cette hypothèse, et lui attribuer définitivement le tiers de la portion ainsi calculée. Par exemple le défunt laisse un enfant légitime et deux enfants naturels. Si chaque enfant naturel eût été légitime, il y aurait eu trois enfants légitimes venant concurremment à la succession, et chacun aurait pris le tiers. Un tiers, voilà donc ce que chaque enfant naturel aurait eu s'il eût été légitime. Il faut par conséquent leur donner à chacun le tiers de ce tiers, soit un neuvième ; il restera sept neuvièmes pour l'enfant légitime. On trouverait de même que trois enfants naturels en présence de deux enfants légitimes auraient droit chacun à un quinzième, et chaque enfant légitime à six quinzièmes.

* Cette solution est d'une extrême simplicité, et il faut ajouter que c'est la bonne ; elle est d'ailleurs adoptée par la majorité des auteurs. On a soulevé cependant contre elle une grave objection. Chaque enfant naturel, dit-on, n'obtient pas par ce moyen, comme le veut la loi, le tiers de ce qu'il aurait eu s'il eût été légitime. En effet chaque enfant naturel peut dire : « Si j'avais été légitime, j'aurais profité de la réduction subie par mes frères naturels ; or le système de la jurisprudence attribue en entier le bénéfice de cette réduction aux enfants légitimes, et nous sommes ainsi frustrés ».

* Cette objection a servi de point de départ à plusieurs opinions dissidentes, qui établissent en principe qu'au lieu de considérer les enfants naturels comme légitimes *collectivement*, il faut les considérer comme légitimes *successivement*. Nous ne les suivrons pas dans leurs déductions qui sont d'une extrême complication. Il suffit en effet, pour être dispensé de les combattre, d'exposer leurs résultats. Dans telle ou telle hypothèse déterminée, elles conduisent à donner aux enfants naturels en concours avec des enfants légitimes plus de la moitié de la succession, c'est-à-dire une part supérieure à celle qu'ils obtiendraient en face d'ascendants ou de frères ou sœurs du défunt (art. 757 al. 2) : résultat manifestement inadmissible.

* D'ailleurs, pour faire cadrer la solution consacrée par la jurisprudence avec les termes de la loi, il suffit d'admettre que le législateur a usé dans l'article 756 al. 2 d'une locution assez usitée dans le langage législatif, en prenant le singulier pour le pluriel quand il parle de l'enfant naturel ; et alors la loi voudrait dire que la part des enfants naturels (*in globo*) venant en concours avec des descendants légitimes est du tiers de ce qu'ils auraient eu s'ils eussent été légitimes : ce qui ne dépasse certes pas la latitude accordée à l'interprète.

98. DEUXIÈME HYPOTHÈSE.— L'enfant naturel se trouve en concours avec des ascendants ou avec des frères ou sœurs du défunt. Notre article lui donne alors la moitié de ce qu'il aurait eu s'il eût été légitime, c'est-à-dire la moitié de la succession ; car, si l'enfant naturel eût été légitime, la succession tout entière lui aurait été dévolue à l'exclusion des ascendants et des frères ou sœurs.

On est d'accord pour reconnaître que la part des enfants naturels est ici fixée à la moitié, quel que soit leur nombre. L'autre moitié est dévolue aux parents légitimes (ascendants, frères ou sœurs), en quelque nombre qu'ils soient, et répartie entre eux conformément aux règles du droit commun, c'est-à-dire de la même manière que le serait la succession tout entière si le défunt n'avait pas laissé d'enfants naturels.

Supposons que l'enfant naturel se trouve en concours avec des neveux ou des nièces du défunt ; les ascendants sont prédécédés, les frères et sœurs aussi ; ou bien ils sont vivants, mais renonçants ou indignes. Quelle sera la part de l'enfant naturel ? Sera-t-elle de la moitié seulement vis-à-vis des neveux ou nièces comme vis-à-vis des frères ou sœurs dont ils descendent, ou bien sera-t-elle des trois quarts, comme vis-à-vis des collatéraux ordinaires, par application de l'art. 757 *in fine* ? En d'autres termes, les neveux et nièces, qui, en l'absence d'ascendants et de frères ou sœurs du *de cujus*, concourent avec l'enfant naturel, doivent-ils, pour la détermination de la part de succession revenant à celui-ci, être assimilés aux frères ou sœurs dont ils descendent ou bien aux autres collatéraux ? La question est controversée, et elle nous paraît très-douteuse. La jurisprudence, s'en tenant strictement aux termes du texte, ainsi que paraît bien l'exiger la nature exceptionnelle de la disposition qui nous occupe, décide que, la loi ayant omis ici, contrairement aux traditions qu'elle suit dans les textes consacrés aux successions légitimes, de mettre les descendants de frères et sœurs sur la même ligne que les frères et sœurs eux-mêmes, ils doivent être assimilés aux collatéraux ordinaires, et que par suite l'enfant naturel a droit vis-à-vis d'eux aux trois quarts de la succession conformément à l'art. 757 *in fine* (Cass., 4 janvier 1875, Sir., 75. 4. 53). — La majorité des auteurs estime au contraire qu'il ne faut voir qu'un oubli dans le silence gardé par l'art. 757 relativement aux descendants de frères ou sœurs ; partout ailleurs la loi leur accorde les mêmes faveurs qu'aux frères et sœurs eux-mêmes ; quel motif avait-elle de ne pas suivre ici cette ligne de conduite ? L'interprète doit donc faire prévaloir l'esprit de la loi sur son texte, et décider que les descendants de frères ou sœurs, comme les frères et sœurs eux-mêmes, réduiront l'enfant naturel à la moitié de la succession. Il faut sous-entendre dans l'article 757 les mots *ou descendants d'eux* à la suite des mots *frères ou sœurs*, comme on les sous-entend sans hésitation dans l'art. 752. D'ailleurs la solution contraire conduit à donner les trois quarts de la succession à l'enfant naturel en face d'un neveu, et la moitié seulement vis-à-vis d'un aïeul. Résultat difficile à admettre ; car la loi préfère le neveu à l'aïeul, puisqu'il exclut

celui-ci dans la succession ordinaire ; comment donc aurait-elle pu le traiter moins favorablement en face d'un enfant naturel ?

99. TROISIÈME HYPOTHÈSE.— Le défunt ne laisse « ni descendants ni ascendants ni frères ni sœurs », mais seulement des collatéraux ordinaires. L'enfant naturel a droit aux trois quarts de ce qu'il aurait eu s'il eût été légitime, donc aux trois quarts de la succession ; car il aurait eu droit à la totalité s'il eût été légitime.

Le défunt laisse des ascendants dans une ligne et des collatéraux ordinaires dans l'autre. On sait qu'en pareil cas la succession est attribuée pour moitié aux ascendants qui représentent l'une des lignes, et pour moitié aux collatéraux qui représentent l'autre. En supposant qu'il y ait un enfant naturel, à quelle part aura-t-il droit ? Au premier abord, l'idée d'appliquer distributivement les règles, qui servent à déterminer la part de l'enfant naturel vis-à-vis des ascendants d'une part et vis-à-vis des collatéraux d'autre part, paraît assez séduisante. D'après cela, on dirait : l'enfant naturel ayant droit à la moitié de la succession vis-à-vis des ascendants et aux trois quarts vis-à-vis des collatéraux, il faut lui donner la moitié de la moitié dévolue aux ascendants et les trois quarts de la moitié dévolue aux collatéraux.— Mais d'abord, en procédant ainsi, on arrivera à détruire l'égalité que la loi établit entre les ascendants d'une ligne et les collatéraux de l'autre ; car les ascendants conserveront la moitié de leur moitié, soit un quart de la succession, tandis que les collatéraux ne conserveront que le quart de la leur, soit un huitième de la succession. D'un autre côté le texte est formel : il donne la moitié à l'enfant naturel quand le défunt laisse des ascendants, et il ne lui donne les trois quarts que lorsqu'il ne laisse « ni descendants ni ascendants, ni frères ni sœurs ». Nous concluons que l'enfant naturel n'a droit qu'à la moitié de la succession, soit vis-à-vis des ascendants, soit vis-à-vis des collatéraux.

B. Le défunt ne laisse aucun parent au degré successible.

100. Ce second cas est réglé par l'article 758, ainsi conçu : « L'enfant naturel a droit à la totalité des biens, lorsque ses père ou mère ne laissent pas de parents au degré successible ».

Au cas où il n'existe aucun parent du défunt au degré successible, il y aurait lieu d'assimiler celui où tous ses parents auraient renoncé ou auraient été écartés de la succession comme indignes. Dans notre article comme dans celui qui précède, le mot *laisse* est synonyme de l'expression : *laisse comme héritiers*.

Il résulte de notre article que l'enfant naturel passe avant le conjoint du défunt, et c'est ce que dit en termes plus explicites encore l'art. 767. Cette règle souffre toutefois exception en ce qui concerne l'enfant naturel reconnu dans les conditions déterminées par l'art. 337. Si, à défaut de parents au degré successible, le concours s'engage directement entre lui et le conjoint, ce dernier sera préféré. Ce même enfant naturel ne pourrait réclamer aucune portion de la succession de son père au préjudice des enfants légitimes issus du mariage, pendant le cours duquel il a été reconnu. Voyez sur ces deux points t. I, n° 757.

101. Disposition commune au cas où le défunt laisse et à celui où il ne laisse pas de parents au degré successible. — « En cas de prédécès de l'enfant naturel, ses enfants ou descendants peuvent réclamer les droits fixés par les articles précédents » (art. 759).

Ainsi, des deux enfants naturels reconnus qu'avait le défunt, l'un est prédécédé laissant deux enfants légitimes ; ceux-ci viendront *par représentation de leur père* prendre la portion, qui aurait été dévolue à celui-ci, concurremment avec l'enfant naturel survivant.

* Nous avons vu (*supra*, n° 60) que, pour venir à une succession par représentation, il faut avoir l'aptitude personnelle requise pour y arriver de son propre chef ; car en définitive c'est le représentant qui hérite. En appelant les descendants de l'enfant naturel prédécédé à représenter celui-ci, la loi leur reconnaît donc implicitement l'aptitude personnelle à succéder au défunt. Ce point a été contesté à tort. De là il résulte que les descendants d'un enfant naturel indigne ou renonçant peuvent venir de leur chef à la succession du défunt, à supposer que leur degré leur permette d'arriver en ordre utile. Ainsi, à défaut de parents au degré successible, l'enfant de l'unique fils naturel laissé par le *de cujus* pourrait, au cas de renonciation de son père, recueillir toute la succession à l'exclusion du conjoint survivant. Mais le fils d'un enfant naturel renonçant ne pourrait pas concourir avec un autre enfant naturel qui accepte la succession (arg., art. 744). De même, les descendants d'un fils naturel renonçant ne pourraient pas concourir avec les enfants légitimes du défunt ; ceux-ci, excluant les descendants d'un fils légitime renonçant, excluent à plus forte raison les descendants d'un fils naturel renonçant.

L'article 759 n'est écrit qu'en vue des descendants *légitimes* de l'enfant naturel prédécédé ; ses enfants *naturels* n'auraient donc, ni de leur chef ni par représentation, aucun droit sur la succession du père de leur père. C'est ce qui résulte de l'art. 756, aux termes duquel les enfants naturels n'ont « aucun droit sur les biens des parents de leur père ou mère ». Ce texte, qui ferait certainement obstacle à ce que les enfants naturels d'un *enfant légitime* vinsent réclamer un droit dans la succession du père de leur père, peut être opposé à plus forte raison aux enfants naturels d'un *enfant naturel*.

III. Sanction des dispositions qui précèdent.

102. La nature ayant mis dans le cœur des parents la même affection pour tous leurs enfants, qu'ils soient nés ou non d'une union légitime, les père et mère naturels protestent en général contre la différence, que la loi établit au point de vue du droit héréditaire entre l'enfant légitime et l'enfant naturel, et ils cherchent par tous les moyens possibles à l'effacer. Le législateur le savait, et, sous peine de compromettre le succès de son œuvre, il devait déjouer par avance les fraudes qui pourraient être commises en vue d'éluder ses dispositions. C'est dans cet ordre d'idées qu'ont été édictés les art. 908 et 760, qu'on peut considérer comme étant la sanction des dispositions contenues en l'article 757.

Aux termes de l'article 908 : « Les enfants naturels ne pourront, par donation entre-vifs ou par testament, rien recevoir au-delà de ce qui leur est accordé au titre des Successions ». Et l'article 760, qui en est le complément, dispose : « L'enfant naturel ou ses descendants sont tenus » d'imputer sur ce qu'ils ont droit de prétendre, tout ce qu'ils ont reçu » du père ou de la mère dont la succession est ouverte, et qui serait » sujet à rapport, d'après les règles établies à la section II du chapitre VI » du présent titre ».

Il résulte de ces deux textes combinés que les donations, faites à un enfant naturel reconnu par son père ou par sa mère, ne sont valables que dans les limites du droit héréditaire accordé à l'enfant vis-à-vis du donateur par l'article 757. Si elles excèdent ces limites, il y a lieu à réduction. L'enfant naturel reconnu ne peut donc pas cumuler les avantages, qui lui ont été faits par un de ses auteurs sous forme de donations entre-vifs ou testamentaires, avec sa part dans la succession de cet auteur. D'où l'obligation que la loi lui impose d'imputer, c'est-à-dire de précompter ces donations sur sa part héréditaire. Ainsi un enfant naturel reconnu par son père a reçu de celui-ci par donation entre-vifs 10,000 fr. ; le père meurt, et la part héréditaire de l'enfant dans sa succession, calculée d'après l'article 757, se trouve être de 15,000 fr. L'enfant imputera les 10,000 fr. qu'il a reçus sur les 15,000 fr. auxquels il a droit, et ne pourra réclamer que la différence, soit 5,000 fr. Si dans la même hypothèse on suppose que la part héréditaire de l'enfant se trouve n'être que de 8,000 fr., l'enfant devra restituer 2,000 fr., somme égale à l'excédent de la donation sur sa part héréditaire.

Telle est l'imputation. Elle présente une certaine analogie avec le rapport dont il est question aux articles 843 et suivants. Donnons une idée de cette dernière institution. Le défunt laisse deux enfants ; à l'un il a donné par donation entre-vifs un immeuble valant 40,000 fr., rien à l'autre ; l'actif net de la succession est de 30,000 fr. L'enfant donataire rapportera son don à la succession (art. 843) : ce qui élèvera la masse partageable à 40,000 fr., sur lesquels chaque enfant obtiendra 20,000 fr. De cette façon, l'héritier donataire n'aura pas en définitive une part plus forte que l'autre : ce qui est conforme à l'intention probable du défunt, qui, en faisant à l'un de ses enfants une donation, le plus souvent à l'occasion de son établissement par mariage ou autrement, n'a pas eu l'intention de l'avantager au préjudice des autres, mais a voulu seulement lui faire un *avancement d'hoirie*, c'est-à-dire une avance sur sa part héréditaire future.

103. Différences entre l'imputation et le rapport.— On voit par le rapide exposé qui précède que l'imputation, de même que le rapport, empêche le donataire de cumuler le don qu'il a reçu avec sa part héréditaire ; mais le rapport empêche ce cumul dans le but de rétablir l'égalité entre les héritiers, tandis que l'imputation l'empêche pour que l'enfant naturel ne reçoive pas en définitive plus que la loi ne lui accorde dans la succession du donateur. De sorte que le rapport nous apparaît comme étant la sanction du principe d'égalité entre les cohéritiers, et l'imputation comme la sanction des dispositions restrictives du droit héréditaire de l'enfant naturel.

* Cette différence fondamentale entre le rapport et l'imputation en engendre d'autres.

* 1^o Un héritier peut se soustraire à l'obligation du rapport en renonçant à la succession (art. 843) ; il n'y a pas de motif pour traiter sur le pied de l'égalité deux cohéritiers qui sont dans une situation différente, l'un ayant accepté, l'autre ayant renoncé. Au contraire l'enfant naturel ne peut, par sa renonciation à la succession, se soustraire à la nécessité de l'imputation, en ce sens que, si le montant des dons qu'il a reçus du défunt excède sa part héréditaire, il devra restituer l'excédent, même s'il renonce. Cette solution n'est pas contredite par la disposition de notre article, qui oblige l'enfant naturel à imputer tout ce qu'il a reçu... et qui serait

sujet à rapport... Ces derniers mots signifient que les seules libéralités sujettes à imputation sont celles qui seraient sujettes à rapport à raison de leur nature ; ainsi les présents d'usage ne sont pas plus imputables qu'ils ne sont rapportables (art. 852) ; mais elle ne signifie nullement qu'on puisse soustraire une donation à l'imputation par les mêmes moyens qu'au rapport.

* 2^o Celui qui fait une donation à son héritier présomptif peut valablement le dispenser du rapport par une déclaration expresse (art. 843). Au contraire le père ou la mère, qui fait une donation à son enfant naturel, ne peut pas valablement le dispenser de l'imputation ; car autrement il arriverait à éluder la prohibition de l'art. 908.

* Si la loi ne tient pas compte d'une dispense expresse d'imputation, à plus forte raison ne doit-elle pas avoir égard à une dispense tacite. Ainsi un père fait une donation au fils ou au conjoint de son enfant naturel. La loi considère cette libéralité comme s'adressant à l'enfant naturel lui-même ; le fils ou le conjoint du donataire sont ici réputés de plein droit personnes interposées (art. 944) : ce qui est donné au fils ou au conjoint d'un incapable est réputé donné à l'incapable lui-même. La libéralité sera donc sujette à imputation. Il est vrai qu'en donnant ainsi à son enfant par une voie détournée, le donateur a manifesté *facilement* la volonté de le dispenser de l'imputation. Mais cette volonté ne peut pas avoir plus d'effet qu'une volonté exprimée ; or celle-ci n'en produirait aucun. Il en est autrement du rapport : la loi, admettant une dispense expresse de rapport, a pu dans certains cas considérer une dispense tacite comme équivalente. C'est ce qu'on voit dans les art. 847, al. 4, et 849, al. 4, qui disposent que les donations, faites par le défunt au fils ou au conjoint du successible, sont « réputées faites avec dispense du rapport ».

* 3^o Le rapport n'est pas dû de ce qui a été donné au père ou à la mère d'un successible (art. 848) ; au contraire un enfant naturel devrait imputer sur sa part dans la succession de son père ce qui a été donné par celui-ci à sa mère, et réciproquement.

* 4^o Nous signalerons enfin une dernière différence entre le rapport et l'imputation, mais elle est contestée. Le rapport se fait, tantôt en nature, tantôt en moins prenant (art. 858) ; l'imputation au contraire se fait toujours en moins prenant. Le mot *imputer* en effet, qu'emploie l'article 760, écarte l'idée d'une remise réelle et effective à la masse de la succession, telle que la suppose le rapport en nature. *Imputer* un don sur sa part héréditaire, c'est précompter ce don sur cette part : ce qui correspond à l'idée du rapport en moins prenant. De là il résulte qu'il y aurait lieu d'appliquer à l'imputation les règles du rapport en moins prenant ; mais il semble que, pour être logique, il faudrait les appliquer toutes, même la règle qui met au compte du donataire tenu d'un rapport en moins prenant les pertes par cas fortuit, celle aussi d'après laquelle le rapport en moins prenant se fait sur le pied de la valeur de la chose lors de la donation (art. 868), et enfin la règle de l'article 856.

104. Observation.— Pour calculer le montant de la part héréditaire d'un enfant naturel, on doit faire entrer en ligne de compte, non-seulement les biens laissés par son auteur décédé, mais aussi ceux que cet auteur a donnés, soit à l'enfant naturel lui-même, soit aux héritiers qui viennent en concours avec lui. Ainsi le défunt laisse deux enfants légitimes et un enfant naturel ; à l'un de ses enfants légitimes il a donné 20,000 fr., à l'enfant naturel 5,000 fr. ; on trouve dans la succession 65,000 francs de biens extants. Il faudra ajouter à ces 65,000 fr. le montant des deux donations faites par le *de cujus*, et la masse héréditaire, sur laquelle devra être calculée la part de l'enfant naturel, se trouvera être ainsi de 90,000 fr. De cette masse il lui revient 1/3^e, soit 30,000 fr., sur lesquels il ne pourra réclamer que 5,000 fr., parce qu'il